

LA SEMAINE PARLEMENTAIRE

du 6 au 10 mai 2019

ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES

M. Raphaël SCHELLENBERGER a apporté le plein soutien des Républicains à l'adoption, jeudi 9 mai en séance publique, de la proposition de loi *tendant à sécuriser l'actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte*.

- ⇒ Il fallait agir vite face à la menace que faisait peser la décision du Conseil d'Etat du 14 mars 2018 sur la participation d'une collectivité ou d'une intercommunalité à ces sociétés locales ;
- ⇒ L'adoption rapide de ce texte apporte la garantie juridique attendue, sécurisant le fonctionnement de structures indispensables à la vie de nos territoires.



>> Vidéo de l'intervention de M. le Député en séance publique

PROJET DE LOI D'ORIENTATION DES MOBILITES

Alors que l'Assemblée nationale débute ses travaux sur le projet de loi d'orientation des mobilités, **M. Raphaël SCHELLENBERGER a déposé une série d'amendements visant à encourager le développement des modes de transports adaptés aux usages des habitants** plutôt qu'à promouvoir une notion très floue de "mobilités" qui traduit une conception peu opérationnelle, dans les zones rurales notamment, des enjeux de déplacement rencontrés au quotidien par les Français. **En matière de transports particulièrement, le concret doit l'emporter sur l'abstrait.**

M. SCHELLENBERGER a ainsi déposé un amendement proposant d'inclure dans le texte une mention explicite de **l'engagement attendu de l'Etat sur l'aménagement devenu urgent de la route nationale 66 (RN66)**. Si le Gouvernement affiche comme bel objectif "*d'accélérer le désenclavement routier des villes moyennes et des territoires ruraux*", des engagements concrets doivent être pris en ce sens : c'est ce que propose M. le Député en soulignant la situation très concrète des habitants de la Vallée de la Thur usagers de la RN66.

CENTRALE NUCLEAIRE DE FESSENHEIM

M. Raphaël SCHELLENBERGER adresse un courrier à M. François DE RUGY, Ministre de la Transition écologique et solidaire, dans lequel il constate, avec inquiétude, le silence de l'Etat depuis le début du mois de février au sujet du projet de reconversion du territoire de Fessenheim qui ne saurait pourtant être complet en l'état :

- "*Votre déplacement en Alsace le 2 février dernier n'a pas apporté au territoire de Fessenheim les garanties nécessaires à la réussite d'un projet ambitieux de reconversion économique*";
- "*Vous le savez, la décision de fermeture de la centrale nucléaire est imposée par l'Etat à une région qui n'a jamais fait sienne ce vœu d'arrêt. De ce fait, l'engagement du Gouvernement doit être exemplaire dans ce projet de reconversion : j'y vois une exigence républicaine au nom de l'indispensable confiance entre l'Etat et les collectivités de notre pays*".